

Monnaie sociale – Concept Paper

Préparé par Stephen DeMeulenaere,
Coordinateur du Programme Asie,
Fondation Strohalm (Indonésie)

Historique du Chantier Monnaie Sociale du PSES

Lancé en 2000, le Chantier Monnaie Sociale constitue l'un des 15 groupes de travail du PSES. Ses activités comprennent l'initiation et le fonctionnement du Groupe de discussion trilingue sur la monnaie sociale, qui facilite la communication internationale entre les acteurs membres des organisations et projets actifs dans le domaine de la monnaie sociale et qui aide au recueil et à la diffusion d'études de cas et d'autres informations via le site <http://money.socioeco.org>.

Par ses participations aux rencontres du PSES, au Forum Social Européen et au Forum Social Mondial, le Chantier Monnaie Sociale a présenté son diagnostic des problèmes de la situation économique actuelle et a contribué à œuvrer avec nos partenaires des autres groupes de travail en vue d'y apporter des solutions.

1. Concepts et définition :

Le Chantier Monnaie Sociale a été formé dans le but d'étudier les initiatives basées sur les instruments *paramonétaires*, que nous qualifions de « monnaies complémentaires » pouvant être contrôlées socialement. L'objectif de cette étude est de montrer qu'il est possible de créer une autre économie, initialement complémentaire à l'économie formelle mais également, à un stade ultérieur, capable d'engendrer un nouveau paradigme économique.

Il semble toutefois que les autres participants au PSES ne sachent toujours pas clairement ce qu'est la monnaie sociale. Il est possible que le terme en lui-même soit trompeur et résulte en une mauvaise compréhension de nos objectifs. L'emploi de ce terme a peut-être rendu plus difficile pour nos collègues la compréhension de notre diagnostic des problèmes économiques, tout comme il a occulté l'aspect pratique, et non uniquement théorique, de notre travail qui trace le chemin vers ce nouveau paradigme économique. Pour ces raisons et aux fins de cette rencontre, nous ne limiterons pas le champ de nos activités à la seule monnaie sociale, qui constitue un type de système de monnaie complémentaire, mais l'élargirons de manière à inclure les études de cas portant sur les systèmes plus étroitement en relation avec d'autres initiatives d'économie solidaire.

De nos discussions avec les participants à d'autres groupes de travail, il ressort que notre action est généralement perçue comme portant sur une série d'expériences isolées et à petite échelle impliquant de la « monnaie de Monopoly » et visant essentiellement à la circulation de « biens et services indésirables » qui ne font pas partie de l'éventail habituel des biens et services supposés répondre à des besoins essentiels. Le manque de lien avec les monnaies nationales signifie que les personnes impliquées dans le commerce équitable, la microfinance et la finance solidaire ont toujours considéré nos contributions comme étant sans rapport avec leurs activités et nos organisations comme informelles et donc non professionnelles et incapables d'offrir une gamme suffisante de services financiers. Certains groupes tels que Femmes et Économie ont effectivement perçu que la valorisation d'activités traditionnellement sous-estimées était susceptible d'accroître la possibilité pour les femmes

de recevoir un avantage économique en participant à un système de monnaie sociale. Toutefois, les acteurs impliqués dans la redistribution de ressources monétaires rares se sont généralement montrés incapables de comprendre ce que nous faisons, pourquoi nous le faisons et comment nous le faisons.

Il nous importe donc de re-présenter notre diagnostic de la situation économique et monétaire actuelle, ainsi que la manière dont nos systèmes visent à atteindre un nouveau paradigme économique ; il nous importe de présenter nos valeurs et nos indicateurs, ainsi que notre stratégie pour établir une collaboration pratique avec les autres acteurs membres du PSES.

Diagnostic du problème économique

Premièrement, l'étude de l'économie traite généralement de la répartition de ressources rares, qu'elles soient naturelles ou monétaires. La monnaie nationale, émise en tant que prêt porteur d'intérêts, reflète cette perception de la rareté. La perception d'intérêts garantit que la masse monétaire se trouvera toujours sous le seuil nécessaire au soutien des échanges de bas niveau et au niveau local. La création de monnaie par les personnes capables d'emprunter étant un processus descendant, l'inflation apparaît même si les personnes se trouvant au bas de l'échelle sociale sont incapables de subvenir à leurs besoins à l'aide des ressources locales. Il est évident que certaines parties d'un même pays et certaines parties du monde ne possèdent pas les ressources monétaires suffisantes pour subvenir à leurs besoins, et encore moins pour générer le capital nécessaire pour se lancer dans la production.

Deuxièmement, l'économie traditionnelle estime que le marché constitue le moyen le plus efficace de faire circuler la monnaie rare : les industries efficaces et concurrentielles font circuler la monnaie entre elles tandis que les industries inefficaces et non-concurrentielles n'en reçoivent pas. Toutefois, lorsque les taux d'intérêts sur les prêts dans les pays du tiers-monde atteignent les 15-30%, il devient difficile pour les industries de ces pays de concurrencer les entreprises ayant accès à des prêts à 0-10% d'intérêt. Le marché n'est donc pas un terrain où tout le monde bénéficie des mêmes chances. Les micro-industries et les petites entreprises du tiers-monde n'ont pas accès au capital dont elles ont besoin à un prix suffisamment bas pour leur permettre de devenir efficaces et compétitives. L'argent draine les zones rurales pour alimenter les zones urbaines, et les gens émigrent pour suivre l'argent.

Troisièmement, en période de forte inflation ou déflation dans les pays riches, ainsi que dans les pays du tiers-monde où l'inflation est élevée en permanence, il n'existe que bien peu d'incitants à faire circuler la monnaie : celle-ci stagne et l'économie entre alors en récession ou en dépression. Comme ce fut le cas lors de la crise monétaire asiatique, les mécanismes naturels d'accélération d'une économie en stagnation (ou de ralentissement d'une économie en surchauffe) fonctionnent bien trop lentement et l'impact sur les communautés les plus pauvres ou sur les sociétés du tiers-monde peut se révéler dévastateur.

Bien que le diagnostic comporte plus que ces trois points, ceux-ci nous permettent déjà de soulever un certain nombre de questions que nos collègues des autres groupes de travail pourront étudier.

En matière de microfinance et de finance solidaire, prenons l'exemple d'un petit entrepreneur obtenant un prêt pour l'achat d'une machine destinée à produire des biens qui seront mis en vente sur le marché. L'argent ayant servi à acheter la machine a quitté la communauté pour rejoindre la ville où elle a été achetée. Lorsque les biens seront mis en vente sur le marché, la

communauté ne disposera pas de suffisamment d'argent pour acheter les produits. Comment injecter de l'argent au niveau local pour soutenir la consommation ? Si une personne ne possède aucune garantie (ou aucun titre associé à une garantie qu'elle possède) en vue de l'obtention d'un prêt, quelles sont les méthodes disponibles pour réduire le risque lié au prêt et donc réduire le taux d'intérêt et, en conséquence, rendre les entrepreneurs plus concurrentiels face aux producteurs des pays aux taux d'intérêt plus bas ?

Prenons comme deuxième exemple un groupe d'entraide féminine qui obtient un prêt en vue d'ouvrir une série de magasins domestiques pratiquement identiques et vendant des produits occidentaux, ce qui constitue une pratique courante au sein de certains organismes de microfinance. En quoi leurs activités se soutiennent-elles mutuellement et engendrent-elles des actions susceptibles de rebâtir l'économie locale ? Que peut faire le groupe d'entraide pour encourager la circulation de monnaie entre ses membres ?

Autre exemple dans le domaine du commerce équitable : un artisan reçoit plus d'argent s'il vend ses produits à l'acheteur équitable que s'il les vendait sur le marché traditionnel. L'année suivante, l'organisme de commerce équitable est parti, mais l'artisan est maintenant considéré comme inefficace et ne peut écouler ses produits. Comment le producteur peut-il se remettre de la distorsion du marché ? Les autres producteurs, qui n'ont pas obtenu le contrat de commerce équitable et sont jaloux de l'artisan qui l'a signé, accepteront-ils de le soutenir ? Que peut faire un organisme de commerce équitable pour développer un réseau de micros, petites et moyennes entreprises destiné à soutenir la viabilité de ces entreprises ?

Ces questions n'ont pas le moins du monde pour objectif de critiquer les activités de nos collègues. Elles soulèvent certains points de discussion sur lesquels travaille le Chantier Monnaie Sociale en vue d'aborder certains problèmes auxquels les participants ont déjà trouvé des solutions efficaces.

Systemes de monnaie complémentaire et nouveau paradigme économique

Au niveau le plus élémentaire, les systèmes de monnaie complémentaire traitent de l'identification et de la mobilisation de ressources abondantes. On distingue d'une part les ressources sociales : savoir, savoir-faire, éducation, énergie humaine, capacité à penser, à agir et à travailler ensemble en vue d'atteindre certains objectifs et de concrétiser des idées. D'autre part, les ressources monétaires et économiques : prêts, capitaux, réseaux permettant la circulation de monnaie et mobilisant les ressources sociales en vue non seulement de subvenir aux besoins essentiels, mais également d'accomplir de grandes choses. La construction des pyramides ou des cathédrales n'a pas été financée par la monnaie rare que nous utilisons aujourd'hui, mais bien par le type de monnaie abondante dont nous parlons lorsque nous évoquons les systèmes de monnaie complémentaire.

Presque toutes les crises monétaires ont engendré l'apparition de nouvelles formes de monnaies, circulant parfois côte-à-côte et servant de complément à la monnaie traditionnelle. Certains de ces systèmes sont encore employés aujourd'hui, comme les monnaies des îles anglo-normandes utilisées à Jersey et Guernesey, la WIR Bank en Suisse ou la JAK Bank en Suède, ainsi que les monnaies thaï et japonaise émises lors de la crise monétaire asiatique. D'autres n'ont plus cours mais ont marqué les mémoires, comme les billets de nécessité émis par les villes allemandes sous la République de Weimar, le Wörgl autrichien ou les monnaies complémentaires circulant pendant la Grande Dépression américaine. Les diverses raisons ayant conduit à l'émission de ces monnaies (outre les crises monétaires) et la variété des

résultats obtenus a prouvé leur utilité lorsqu'il s'agit de créer une économie solidaire.

Selon l'objectif à atteindre, selon qu'on vise un développement social, culturel, économique ou environnemental, on emploiera un système de monnaie complémentaire différent. Ces systèmes de monnaie complémentaire peuvent être classés en deux catégories (toutefois non hermétiques) selon l'approche méthodologique utilisée : l'approche consistant à valoriser la monnaie par la confiance sociale, ou l'approche consistant à la valoriser par des contrats liant la monnaie à certaines ressources ou à la monnaie nationale.

La première approche, qui valorise la monnaie complémentaire par la confiance sociale, est employée par des systèmes comme les Local Exchange Trading Systems (LETS), la monnaie libre (Open Money), les banques du temps (Time Banks), le Red de Trueque Solidario (réseau de troc solidaire) ou le système HOURS. Dans ces systèmes, la monnaie est émise localement et sous le contrôle social de la communauté. Les objectifs visés sont l'inclusion et la cohésion sociale, la valorisation des activités traditionnellement sous-estimées comme le travail des femmes ou l'échange du savoir, des produits, des services et du temps locaux. Lorsqu'on évoque les systèmes de monnaie sociale, c'est généralement de ces systèmes que l'on veut parler.

La deuxième approche, qui valorise la monnaie complémentaire en la liant à des ressources naturelles ou à la monnaie nationale, est employée depuis moins longtemps dans l'histoire récente, bien que les exemples dans l'histoire ancienne ne manquent pas : « récépissés d'entrepôt » en Mésopotamie, en Égypte ancienne ou au Moyen-Orient (comme le Shekel, signifiant « boisseau de blé »), monnaies basées sur des bons convertibles, chèques-cadeaux, bons d'achats, Monneta Regio, WIR Bank et JAK Bank, Fomento de Strohhalm, Consumer Commerce Circuits, dollars de Toronto et de l'île de Saltspring (qui, dans les magasins locaux, ont tout aussi libre cours que la monnaie nationale), monnaies échangeables contre de l'eau, de l'électricité ou des ressources carboniques ou forestières. Bien que les systèmes qui emploient cette méthodologie puissent être considérés comme des systèmes de monnaie sociale, ils ne sont généralement pas soumis à un contrôle social et sont plutôt gérés par un gouvernement, un entrepôt, une société ou un organisme officiel responsable de garantir leur valeur.

Cette deuxième approche a engendré l'apparition de programmes très similaires aux clusters de micros, petites et moyennes entreprises, aux organismes de microfinance et de finance solidaire ou aux organismes de commerce équitable, ou travaillant en collaboration avec ceux-ci. Toutefois, les groupes employant la première approche pourraient parfaitement, avec certaines adaptations, se lancer dans bon nombre de ces activités.

Études de cas :

Thaïlande : le système de monnaie complémentaire au Boon Kud Chum

La Thaïlande a fait partie des pays les plus durement frappés par la crise monétaire qui a commencé en 1997. Alors que les autres pays d'Asie (à l'exception de la Malaisie, qui a suivi une stratégie sage de contrôle de l'exode des capitaux) étaient fortement touchés, cette crise a été synonyme, dans ce pays, de pauvreté extrême pour ceux qui étaient déjà extrêmement pauvres. Les zones rurales se sont vidées de leurs habitants, qui ont fui vers les villes en espérant y trouver plus. Deux hommes de terrain, spécialisés dans les zones rurales, le Canadien Jeff Powell et le Néerlandais Menno Salverda, qui travaillaient pour l'organisation

canadienne CUSO et pour l'organisation britannique VSO, se sont penchés sur les systèmes de monnaie complémentaire comme moyen d'endiguer le flux de personnes et d'argent hors des zones rurales. Avec le soutien du CUSO, ils ont mené une série de chantiers dans différentes parties de la Thaïlande et ont établi des partenariats avec un groupe de villages du Kud Chum, dans le nord est de la Thaïlande, à environ une heure de route du Mékong et du Cambodge.

Il s'agissait d'un village bouddhiste florissant et actif disposant de son propre monastère très présent dans le développement économique communautaire. Les villageois se sont révélés coopératifs et unis, travaillant ensemble dans des champs de riz et troquant ce dont ils n'avaient pas besoin. Un organisme de troc semi-officiel avait même été créé par un groupe d'agriculteurs et un projet était en cours dans le village pour mettre en place une coopérative rizicole afin de rassembler et de vendre leur riz cultivé biologiquement. Étant donné que les Powell et Salverda parlaient thaï et la langue locale, le Lao, et qu'ils étaient capables de supporter les températures élevées et la forte sécheresse d'une saison et les grandes inondations de l'autre, les mauvaises conditions de vie et un régime où insectes, rongeurs et reptiles étaient au menu, ils se sont vite complètement impliqués dans leur projet en partenariat avec le chef du village et le moine supérieur du monastère.

Étant donné qu'il s'agissait du premier système de monnaie complémentaire à être introduit en Asie outre le Japon, les deux hommes ont mené de vastes recherches sur l'état des systèmes de monnaie complémentaire à l'époque afin de déterminer le système le plus approprié pour la communauté. Leur choix s'est porté sur une variante du modèle du Mutual Credit/LETS : un système de comptabilité libre d'intérêts où les gens pourraient retirer des billets de monnaie complémentaire ayant la même valeur que le baht thaï. En se consacrant au projet, aux chantiers réguliers et aux débats, les villageois ont fait preuve d'un enthousiasme grandissant et un groupe a été entraîné pour gérer le système.

Le système a été lancé au début de l'année 2002 et il a presque immédiatement attiré l'attention des médias nationaux¹. Le gouverneur de Bangkok est venu en visite accompagné d'autres dignitaires thaïs qui ont témoigné un vif intérêt pour le système et apprécié les initiatives prises par les villageois pour gérer les effets de la crise monétaire sur leur communauté. Toutefois, ceci a soulevé des questions quant aux violations des lois financières et bancaires en Thaïlande et a suscité des craintes de voir une désintégration au niveau national et des abus du système. En mars de cette année-là, la Bank of Thailand avait suspendu toutes les opérations du système en attendant une enquête. Avec l'aide de la Law Society of Thailand et lors de réunions avec des responsables du gouvernement et du monde bancaire, les villageois ont pu expliquer et prouver que leur système n'affecterait pas le système économique national et n'était pas une tentative de diviser le nord-est de la Thaïlande en de nouvelles zones économiques ou d'en faire un nouveau pays. En l'espace de quelques mois, le redémarrage du système a été autorisé à condition d'opérer quelques changements : le nom officiel de l'organisme de cette communauté, « Bank of Bia Kud Chum », et le nom de la monnaie, « Bia », qui était le nom de la monnaie traditionnelle dans les temps anciens, devaient être changés en « Boon », ce qui veut dire « entraide ». En outre, il a fallu appliquer sur chaque billet un tampon indiquant « ceci n'est pas de l'argent », signifiant qu'il ne s'agissait pas d'un substitut à la monnaie légale ou d'une tentative de renverser l'économie nationale.

¹ Beaucoup de ces articles ont été archivés et sont disponibles sur le site <http://www.appropriate-economics.org/asia/asia.html#thai>

Le système existe toujours à l'heure actuelle, mais a perdu en envergure étant donné que l'économie thaïe s'est redynamisée. Entretemps, le village a été raccordé à l'électricité et dispose désormais de quelques téléphones. Les routes principales ont également été macadamisées. En 2002, les travailleurs au développement rural ont fini leurs contrats et sont rentrés dans leur pays d'origine où ils ont commencé de nouvelles activités, laissant la gestion du projet à l'Institut de développement local de Thaïlande et au Directeur local du CUSO. Au moment où les médias se sont penchés sur le projet et où la Bank of Thailand a mené son enquête, quelques intellectuels des meilleures universités de Thaïlande se sont intéressés au système et, alors que l'Institut pour le développement local témoignait moins d'intérêt pour le Boon Kud Chum, ces intellectuels ont créé un organisme visant à aider le groupe du Kud Chum et à propager le système dans d'autres régions. Parmi ces intellectuels, le professeur à la retraite Apichai Puntasen, avait travaillé en collaboration étroite avec le roi de Thaïlande au développement de son concept d'économie de suffisance. Il a ainsi pu obtenir un financement du fond thaï de recherche du roi pendant plusieurs années afin de soutenir la propagation et le développement des systèmes de monnaie complémentaire à travers la Thaïlande. Aujourd'hui, il existe plus d'une douzaine de systèmes dans différentes régions de Thaïlande, aussi bien dans des zones urbaines que rurales, dans les communautés musulmanes que bouddhistes. Même si le concept élémentaire du système est le même dans les différentes communautés, l'organisme veut soutenir des entreprises locales et a commencé à effectuer des recherches sur les méthodologies relatives aux systèmes de monnaie basée sur les bons pour mieux adapter les systèmes au développement des micros et petites entreprises.

Honduras : le réseau COMAL des micros, petites et moyennes entreprises

COMAL est un organisme de commerce de biens de consommation essentiels fondé en 1997. Le réseau compte 42 organismes sociaux. Ses membres (et groupe cible) sont des petits producteurs et consommateurs des régions rurales du Honduras. COMAL s'est fixé comme objectif d'améliorer l'économie rurale en offrant des biens de consommations essentiels à un prix équitable aussi bien pour le producteur que pour le consommateur. Il fournit plus de 400 magasins communautaires qui desservent, selon certaines estimations, 16 000 familles de consommateurs. La distribution se fait via une centrale d'achat et plusieurs centres de distribution régionaux répartis dans l'ensemble du pays. COMAL fait partie d'un réseau international d'organismes de commerce communautaire, appelé RELACC et représentant 623 antennes et organismes secondaires présents dans presque tous les pays d'Amérique latine.

Si la plupart des organismes de développement conventionnels se concentrent sur l'aspect production de l'économie, COMAL a choisi d'également y inclure l'aspect consommation : un agriculteur n'est pas seulement un producteur mais aussi un consommateur (concept du « consommateur »). COMAL essaie d'inclure autant que possible dans l'assortiment commercialisé des biens manufacturés au sein de la communauté, mais l'éventail des produits reste restreint (principalement des haricots et du maïs). Afin d'augmenter cet éventail, COMAL a identifié plusieurs biens qui peuvent être produits dans des zones rurales précises. COMAL a pour politique de « faire du commerce à un prix et à un poids équitables, en aidant les petits producteurs et consommateurs » ce qui reflète clairement le double aspect de la production et de la consommation.

La centrale achète les produits d'organismes agricoles, mais au lieu de payer en monnaie nationale, COMAL paie avec la monnaie de son réseau, appelée l'UDIS. De cette manière, la monnaie nationale est libérée pour payer en liquide les fournisseurs de biens n'étant pas

membre du réseau ou pour acheter en plus grandes quantités et ainsi obtenir de meilleurs prix. Les producteurs locaux ont également accès à un programme de crédit octroyant des prêts en partie en monnaie nationale et en partie en UDIS. La préférence est donnée aux entreprises qui peuvent approvisionner le réseau et acceptent l'UDIS, ce qui construit donc le réseau pour offrir un éventail de biens et de services de plus en plus large.

Parallèlement, un autre système a été mis en place pour favoriser le développement d'industries spécifiques en orientant le financement pour le développement d'une entreprise en utilisant une méthodologie de Strohalm, appelée Fomento (ce qui signifie « mener » ou « pousser »). Cette méthodologie utilise une combinaison de monnaie nationale et de monnaie complémentaire pour mettre en place et équiper des entreprises : on paye le matériel et les machines en monnaie nationale, la main d'œuvre en monnaie nationale et en monnaie complémentaire. On octroie également des prêts en monnaie nationale qui peuvent être remboursés soit en monnaie nationale soit, de préférence, en monnaie complémentaire. Ce système crée une demande pour les produits de la nouvelle entreprise, et oriente la circulation de manière à aider la jeune entreprise au début de son activité jusqu'à ce qu'elle soit capable de rejoindre le réseau traditionnel et que le fond pour le développement de l'entreprise ait été épuisé. Il s'agit donc d'un système temporaire conçu pour atteindre un objectif temporaire. Ce modèle, appliqué avec succès pour la première fois à la construction d'une école dans la ville brésilienne de Fortaleza, a montré qu'il permettait de réaliser une circulation 25% plus élevée qu'un projet de développement traditionnel² et des résultats qui ont eu un impact bénéfique sur la communauté voisine.

2. Projet et principaux défis

Notre projet fondamental est de changer la perspective actuelle de l'économie pour la faire passer d'une économie de pénurie à une économie d'abondance. Nous avons découvert que ce changement procurait des résultats sociaux et psychologiques importants. Il est avant tout nécessaire de passer d'une mentalité motivée par les besoins à une mentalité motivée par les atouts. Si nous ne pensons qu'à ce que nous n'avons pas, à ce dont notre communauté ou notre pays ne dispose pas, nous nous enfermons alors dans une mentalité de pauvreté et d'impuissance, de dépendance vis-à-vis de l'autre. Nous ne saisissons pas les occasions de travailler avec ce dont nous disposons.

Lorsque nous nous rendons compte de nos atouts et travaillons pour les valoriser et les mobiliser, notre volonté de coopérer augmente. Nous commençons alors à reconnaître notre interdépendance et à voir comment nous pouvons les combiner pour mieux en bénéficier. Ceci est en totale opposition avec la compétitivité entre les individus, pas seulement dans les sociétés riches, mais même dans certaines sociétés très pauvres. Ce type de concurrence n'améliore pas la production, mais nous conduit à accaparer les ressources en vue d'empêcher les autres de nous dépasser.

Ce changement de perspective nous fournit un projet de système économique inclusif qui donne l'occasion à chacun de participer et de donner en fonction de ses capacités. Et, en donnant de cette manière, nous avons le projet de répondre aux besoins locaux en utilisant les ressources locales au moyen d'un système d'échange qui respecte ces ressources pour les utiliser au mieux et de manière durable. Pour nous, ces projets illuminent le chemin qui nous mènera à un nouveau paradigme économique.

² Le rapport sur les recherches est publié dans la section Fomento/Bonus sur le site <http://www.strohalm.org/materials.html>

Tout au long du chemin, nous sommes confrontés à un certain nombre de défis que le Chantier Monnaie Sociale œuvre à relever. La croissance rapide du nombre de systèmes, des types de méthodologies utilisés, des milieux socioculturels et linguistiques font qu'il est essentiel d'améliorer la communication et la compréhension entre les systèmes et les méthodologies afin de réprimer toute ambition individualiste et d'améliorer la coopération. Le Chantier Monnaie Sociale y a joué un rôle en lançant le premier Groupe de discussion trilingue pour rapprocher les anglophones, francophones et hispanophones et pour œuvrer à l'intégration des germanophones, lusophones et nipponophones. Ces six langues sont les plus utilisées dans les systèmes de monnaie complémentaire.

Dans les groupes de discussion, nous avons partagé des études de cas et des expériences de « meilleures pratiques » en ayant pour objectif d'améliorer la qualité et la performance des systèmes de monnaie sociale en termes d'administration, de récupération des coûts et d'éducation. Ces discussions nous ont poussé à débattre d'une « typologie de monnaie », d'une compréhension mutuelle d'une terminologie clé et du développement d'indicateurs de performance, ce qui a permis la création de la base de données mondiale des systèmes de monnaie complémentaire sur le site http://www.complementarycurrency.org/ccDatabase/les_public.html, et d'une bibliothèque publique pour la présentation de modèles de conception et d'études de cas d'initiatives réussies sur le site <http://www.complementarycurrency.org/materials.php>, afin d'atteindre les objectifs que nous avons mis en évidence pour la seconde phase du Chantier Monnaie Sociale.

Nous continuons à travailler sur ces points. Pour l'avenir, nous nous sommes fixés de nouveaux défis qui constitueront la troisième phase : améliorer les liens avec les autres acteurs au sein du mouvement pour une économie solidaire, développer une communication plus limpide en vue de rendre nos efforts plus facilement compréhensibles par d'autres et de montrer comment certains de nos membres ont connu la réussite dans leurs programmes de microfinance, de finance solidaire et de commerce équitable. De cette manière, nous pourrions collaborer avec les organismes qui se concentrent directement sur ces programmes. En raison de la diversité des systèmes de monnaie complémentaire, nous travaillons au développement de points de contact entre les systèmes de manière à encourager le développement d'un plus grand éventail géographique pour le commerce de biens et la concrétisation d'économies optimales d'échelle productives et monétaires. Enfin, nous avons pour objectif de créer une Fédération Internationale des Systèmes de Monnaie Complémentaire, un réseau international de systèmes en collaboration.